

Unité inter-départementale de la Haute-Garonne et de l'Ariège
4 avenue Didier Daurat - CS 40 331
31776 COLOMIERS cedex

COLOMIERS, le 2 octobre 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/09/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

RUGGIERI- ÉTIENNE LACROIX

1245 chemin de la Saudrune
31470 Sainte-Foy-de-Peyrolières

Références : 2023/744

Code AIOT : 0006802392

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/09/2023 dans l'établissement RUGGIERI - ÉTIENNE LACROIX implanté 1245 chemin de la Saudrune 31470 Sainte-Foy-de-Peyrolières. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- RUGGIERI - ETIENNE LACROIX
- 1245 chemin de la Saudrune 31470 Sainte-Foy-de-Peyrolières
- Code AIOT : 0006802392
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

L'établissement est exclusivement dédié à l'assemblage et la conception de produits d'artifices de divertissement et constitue, la plate-forme logistique du groupe Lacroix pour le stockage et l'assemblage final des feux d'artifices.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- État des stocks
- Utilités
- Gestion des eaux d'extinction incendie- bâtiment E2
- Timbrage, conditions de stockage en dépôt
- Marquage et étiquetage des produits

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	État des stocks	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	/	Sans objet
2	État des stocks-inventaire	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	/	Sans objet
3	Utilités	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	/	Sans objet
5	Timbrage des dépôts	AP Complémentaire du 20/08/2015, article 6.5.8	/	Sans objet
7	Propreté	Arrêté Préfectoral du 24/08/2015, article 6.1.4	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Eaux d'extinction incendie	AP Complémentaire du 21/04/2020, article 3	/	Sans objet
6	Contrôle des accès	Arrêté Préfectoral du 24/08/2015, article 6.1.5	/	Sans objet
8	Organisation des stockages	Arrêté Préfectoral du 24/08/2015, article 6.5.7	/	Sans objet
9	Étiquetage	Arrêté Ministériel du 01/07/2015, article 3-II	/	Sans objet
10	Marquage CE	Code de l'environnement du 19/09/2023, article R.557-2-3	/	Sans objet
11	Marquage spécifique	Code de l'environnement du 19/09/2023, article R.557-2-5 alinéa 2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite fait ressortir la nécessité de compléter et finaliser l'état des stocks synthétique des matières stockées sur le site. S'agissant du respect des dispositions applicables aux utilités,

contrôlées lors de cette visite, une action documentaire est attendue de la part de l'exploitant. Enfin, en ce qui concerne la visite du dépôt de stockage, celle-ci a mis en évidence la nécessité de procéder à une vérification des écarts de stock constatés et à une action de débroussaillage autour du dépôt.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : État des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50
Thème(s) : Risques accidentels, État des stocks
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« Le présent article » est applicable aux installations relevant de l'article L. 515-32 du code de l'environnement ainsi qu'aux installations soumises à autorisation au titre de l'une des rubriques 1436, 2718, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746 , 4747 ou 4748 de la nomenclature des installations classées.</p> <p>L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <p>1. Servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p> <p>Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.</p> <p>Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'état des matières stockées qui a été présenté le jour de la visite permet de satisfaire aux exigences listées ci-dessus hormis pour les points suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> - il ne permet pas de connaître la nature et les quantités approximatives des déchets autres que pyrotechniques présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. - pour les matières dangereuses, les différentes familles de mention de dangers des produits et déchets ne sont pas mentionnées. <p>L'exploitant a indiqué que le site ne dispose pas de stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie, tels que les stockages de piles ou batteries, par exemple.</p> <p>L'exploitant indique que la mise à disposition permanente est assurée (voir point de contrôle N°2).</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50
Thème(s) : Risques accidentels, État des stocks- inventaire
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.</p> <p>L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre évènement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.</p> <p>Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne.</p> <p>Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.</p> <p>L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le jour de la visite, l'état sous format synthétique permettant de fournir une information vulgarisée sur tout(e)s les substances, produits, matières ou déchets présent(e)s au sein de chaque zone d'activités ou de stockage n'est pas disponible. L'exploitant dispose toutefois des données, au travers de différentes sources informatiques, afin de le constituer et le mettre en forme dans les meilleurs délais.</p> <p>L'exploitant indique que l'état des matières stockées est mis à jour quasiment en temps réel à chaque mouvement d'entrée ou sortie des produits pyrotechniques y compris pour les déchets pyrotechniques. Pour les autres déchets et produits non dangereux, l'exploitant indique qu'il y a très peu de mouvement et que l'état des stocks est mis à jour à une fréquence moins régulière.</p> <p>L'exploitant indique que l'accessibilité est assurée en permanence y compris en cas d'accident ou de pertes d'utilité. Il précise que les données sont sauvegardées sur des serveurs localisés sur 2 autres sites du groupe et qu'ils sont secourus. Par ailleurs les données sont accessibles à distance depuis un accès VPN ou depuis le réseau d'un autre site du groupe. Le test de l'accessibilité à distance n'a pas été vérifié par l'inspection lors de cette visite.</p> <p>Le plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état a été présenté. Il est à compléter avec la localisation des zones de stockage des déchets.</p> <p>L'exploitant confirme qu'un inventaire physique a bien lieu tous les ans pour le stockage des produits et déchets pyrotechniques. Il a présenté un support documentaire traçant l'inventaire physique réalisé l'année dernière.</p> <p>Lors de la visite, il a été constaté que le plan d'opération interne fait bien mention, dans les actions à mener, de la recherche des quantités des matières stockées. Toutefois cette mention doit être complétée par un rappel des modalités d'accès à l'outil ou au fichier de l'état des stocks</p>

consolidé.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Utilités

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
Thème(s) : Risques accidentels, Utilités
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.</p> <p>« L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.</p> <p>« Les barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques sont maintenues en service ou mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale.</p>
<p>Constats :</p> <p>Application à la détection automatique incendie des dépôts et au groupe moto-pompe incendie:</p> <p>Dans le cas de la détection automatique incendie des dépôts, en cas de perte de l'alimentation générale électrique, l'exploitant indique que la détection est secourue par batteries. La preuve de la vérification semestrielle du bon fonctionnement des batteries a été apportée par l'exploitant. Le rapport du dernier contrôle périodique de la détection automatique incendie a été consulté. Par sondage sur 3 exemples de dépôts, il est bien fait mention de la présence de batteries de secours par système de détection et aucune anomalie n'est mentionnée sur ces batteries contrôlées au sein de ces dépôts.</p> <p>Dans le cas du groupe moto-pompe incendie, en cas de perte d'alimentation électrique, l'exploitant indique que l'allumage du groupe est secouru par batteries (2 batteries redondantes). La preuve de la vérification annuelle du bon fonctionnement des batteries a été apportée par l'exploitant. Le rapport du dernier contrôle périodique du groupe motopompe a été consulté. Il est bien fait mention de 2 batteries présentes sur le groupe et aucune anomalie n'est mentionnée sur ces 2 batteries contrôlées.</p> <p>Les conditions et modalités de maintien en sécurité pour ces 2 barrières de sécurité sont donc bien définies en cas de perte de l'alimentation électrique générale. Toutefois elles ne sont pas formalisées dans une procédure. L'exploitant indique qu'elles seront formalisées à travers la procédure relative à la gestion des protections collectives qui a été présentée à l'inspection.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Eaux d'extinction incendie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/04/2020, article 3
Thème(s) : Risques accidentels, Eaux extinction incendie
Prescription contrôlée : Les dispositions fixées à l'article 6.4.1.V de l'annexe technique de l'arrêté préfectoral complémentaire du 24 août 2015 sont supprimées et remplacées par les dispositions ci-après : « V. L'exploitant met en œuvre et maintient dans le temps, 6 mois suivants la notification du présent arrêté, les mesures de confinement retenues au travers de l'étude de dangers, permettant de recueillir l'ensemble des eaux d'extinction et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un incendie du bâtiment de stockage de matières combustibles de la plus grande surface (Bâtiment E2) dans la zone non pyrotechnique du site, afin que celui-ci soit récupéré ou traité afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.
EDD - page 48 La solution de confinement des eaux d'extinction en cas d'incendie du bâtiment E2 repose sur l'obturation, par des sacs de sable, du point de collecte des 2 fossés ceinturant le bâtiment E2. Un curage annuel des 2 fossés est nécessaire.
Constats : L'exploitant a présenté les actions mises en œuvre afin de se conformer aux exigences susvisées. La preuve du curage des 2 fossés collectant les eaux d'extinction en cas d'incendie provenant du bâtiment E2 a été apportée par l'exploitant (curage réalisé en février 2023). Les sacs de sable sont mis à disposition à quelques mètres du point de collecte à obturer afin d'éviter tout écoulement vers le milieu naturel. Ils sont placés dans un contenant dédié accompagnés d'une procédure de rappel de la conduite à tenir pour leur mise en œuvre.
Observations : Dans l'EDD, l'exploitant mentionne la réalisation d'un curage des 2 fossés à fréquence annuelle. Lors de la visite, l'exploitant a indiqué qu'un curage annuel ne sera pas forcément nécessaire compte tenu des travaux conséquents de curage réalisé en février 2023. L'exploitant définit une règle relative à l'entretien des fossés qui permet de répondre à l'objectif de collecte des eaux d'extinction et procédera à la rectification de la mention actuelle lors d'une prochaine mise à jour ou révision de son EDD.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Timbrage des dépôts

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 20/08/2015, article 6.5.8
Thème(s) : Risques accidentels, Timbrage des dépôts
Prescription contrôlée : Les quantités de matières ou objets explosifs stockées doivent respecter les valeurs inscrites dans les tableaux constituant l'annexe 1 jointe aux présentes prescriptions. Tout dépassement d'une de ses valeurs doit faire l'objet d'un accord préalable de l'inspection des installations classées.
Constats : Pour le dépôt A12 visité, sur demande de l'inspection le jour de la visite, l'état des stocks a été extrait de la base de données de gestion logistique et remis à l'inspection. Sur la base de l'extrait de l'état des stocks remis à l'inspection, il est constaté le respect de la quantité maximale autorisée de matières stockées, définie dans le tableau des timbrages.

<p>Par sondage, l'inspection a procédé à une vérification entre la cohérence de la présence physique en dépôt et celle enregistrée informatiquement et extraite de l'état des stocks pour 3 références de produits stockés. Cette vérification par sondage conduit à identifier des écarts entre la quantité réellement présente et celle affichée dans l'état des stocks sans toutefois remettre en cause le respect de la quantité totale maximale autorisée dans ce dépôt. L'exploitant indique que des mouvements ont dû avoir lieu et non encore enregistrés au moment de l'extraction.</p> <p>L'exploitant doit procéder à une vérification des écarts constatés et procéder à une action corrective le cas échéant.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Contrôle des accès

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/08/2015, article 6.1.5
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle des accès
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations sont fermées par un dispositif capable d'interdire l'accès à toute personne non autorisée.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le dépôt A12, qui a fait l'objet d'une visite, a été constaté fermé à clé à l'arrivée de l'inspection sur les lieux ainsi que le portail d'accès au dépôt.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Propreté

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/08/2015, article 6.1.4
Thème(s) : Risques accidentels, Propreté
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières.</p> <p>Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.</p> <p>Les ateliers, les dépôts pyrotechniques et leurs abords sont maintenus dans un état constant de propreté. Des consignes fixent la périodicité des nettoyages.</p> <p>Par ailleurs, du fait des risques d'incendie, les abords immédiats des locaux pyrotechniques et des zones de combustion des déchets sont désherbés et débroussaillés; les produits utilisés pour le désherbage et le débroussaillage sont de nature telle qu'ils ne puissent provoquer des réactions dangereuses avec les matières utilisées dans l'enceinte pyrotechnique.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite du dépôt A12, il a été constaté que ce dernier est maintenu propre et que le matériel de nettoyage présent dans ce dépôt est manuel (balai, pelle).</p>

<p>Interrogé sur la fréquence de nettoyage des dépôts, l'exploitant indique qu'un balayage du sol est réalisé régulièrement et autant que de besoin et qu'à minima, un nettoyage complet du dépôt est réalisé annuellement. L'inspection n'a pas contrôlé le document relatif à la consigne de nettoyage telle que définie par l'exploitant lors de cette visite.</p> <p>Il a également été constaté que les abords immédiats du dépôt A 12 ne sont pas désherbés et débroussaillés. L'exploitant a indiqué que le produit de désherbage utilisé est de moins en moins performant face à certaines espèces résistantes et invasives. Il a indiqué avoir investi dans un nouvel équipement plus maniable et plus aisé pour assurer le débroussaillage. L'opération de désherbage et débroussaillage autour du dépôt A12 doit être réalisée dans les plus brefs délais.</p> <p>La typologie des produits utilisés pour le désherbage et le débroussaillage de nature à ne pas provoquer de réactions dangereuses avec les matières utilisées dans l'enceinte pyrotechnique n'a pas été abordée par l'inspection lors de cette visite.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Organisation des stockages

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/08/2015, article 6.5.7
Thème(s) : Risques accidentels, Organisation des stockages
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les emballages renfermant des produits explosifs sont empilés de façon stable.</p> <p>Lorsque la manutention se fait à la main, le fond des emballages ne se trouve pas à plus de 1,60 mètre au-dessus du sol.</p> <p>Lorsqu'on fait usage de moyens mécaniques adaptés, les piles ne s'élèvent pas à plus de 3 mètres de hauteur. Les dispositions du présent alinéa ne s'appliquent pas au stockage en casiers fixes, sous réserve qu'à tout moment les opérateurs puissent mettre les charges en position convenable sans risque de choc ou d'erreur de manœuvre due à une visibilité imparfaite.</p> <p>Les emballages renfermant des produits explosifs ne sont pas jetés ou traînés.</p> <p>Les emballages ne sont pas ouverts dans les « locaux » de stockage.</p> <p>Les emballages contenant un reliquat de produits explosifs peuvent être réintégrés dans le dépôt à condition d'avoir été vérifiés et convenablement refermés.</p> <p>Afin d'éviter tout confinement susceptible d'aggraver les risques, un espace libre d'au moins un mètre est laissé entre le sommet des stockages et le plafond, et d'au moins 20 cm entre les stockages et les parois des dépôts.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite du dépôt A 12, il a été constaté que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les palettes de cartons renfermant des produits explosifs sont empilées de façon stable; - le stockage ne s'élève pas à plus de 3 mètres de hauteur (vérification à l'aide de la pige étalon de 3 m présente sur place) (pas de stockage en casiers - non concerné). <p>Il n'a pas été constaté d'emballages jetés, traînés ni ouverts dans les « locaux » de stockage le jour de la visite.</p>

L'espace libre d'au moins un mètre entre le sommet des stockages et le plafond est largement respecté. L'espace libre d'au moins 20 cm entre les stockages et les parois des dépôts est également respecté sur les 4 faces du dépôt.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Étiquetage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/07/2015, article 3-II
Thème(s) : Risques accidentels, Étiquetage
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II. L'étiquetage des articles pyrotechniques autres que les articles pyrotechniques destinés aux véhicules respecte les exigences suivantes :</p> <p>1. Les articles pyrotechniques autres que les articles pyrotechniques destinés aux véhicules sont étiquetés de façon visible, lisible et indélébile dans la ou les langues requises par l'Etat membre sur le marché duquel les articles pyrotechniques sont mis à disposition sur le marché. Cet étiquetage est clair, compréhensible, intelligible, et est traduit en langue française lorsque l'article pyrotechnique est mis à disposition sur le marché français.</p> <p>2. L'étiquetage des articles pyrotechniques inclut à tout le moins les informations sur le fabricant mentionnées à l'article R. 557-2-5 du code de l'environnement et, lorsque le fabricant n'est pas établi dans l'Union européenne, les informations sur le fabricant et sur l'importateur mentionnées respectivement aux articles R. 557-2-5 et R. 557-2-6 de ce code, la désignation et le type de l'article pyrotechnique, son numéro d'enregistrement et son numéro de produit, de lot ou de série, les limites d'âge fixées au I de l'article R. 557-6-13 du même code, la catégorie concernée, les instructions d'utilisation, l'année de production pour les artifices de divertissement des catégories F3 et F4 et, le cas échéant, une distance de sécurité minimale à observer. L'étiquetage inclut la quantité nette de matière active.</p> <p>3. Les informations minimales suivantes figurent également sur les artifices de divertissement :</p> <p>a) Catégorie F1 : le cas échéant : « à utiliser à l'extérieur uniquement » et une distance de sécurité minimale ;</p> <p>b) Catégorie F2 : « à utiliser à l'extérieur uniquement » et, le cas échéant, une ou des distances de sécurité minimales ;</p> <p>c) Catégorie F3 : « à utiliser à l'extérieur uniquement » et une ou des distances de sécurité minimales ;</p> <p>d) Catégorie F4 : « utilisation réservée aux personnes ayant des connaissances particulières » et une ou des distances de sécurité minimales.</p> <p>Les informations les articles pyrotechniques destinés au théâtre [...]</p> <p>Si la place disponible sur l'article pyrotechnique ne permet pas de satisfaire aux obligations d'étiquetage visées aux points 2, 3 et 4, les informations sont mentionnées sur la plus petite unité d'emballage.</p> <p>Constats :</p> <p>L'inspection a procédé à un contrôle de l'étiquetage présent sur 2 emballages contenant des</p>

artifices de divertissement de catégorie F3 et sur un article de divertissement en lui-même de catégorie F4. L'étiquetage présent sur ces 3 articles est conforme en tout point aux exigences mentionnées ci-dessus. (les articles contrôlés ne sont pas des articles pyrotechniques destinés au théâtre).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Marquage CE

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 19/09/2023, article R.557-2-3
Thème(s) : Risques accidentels, Marquage CE
Prescription contrôlée : Le marquage prévu à l'article L. 557-4 et par le présent chapitre est apposé de manière visible, lisible et indélébile sur le produit ou équipement ou sur sa plaque signalétique. Lorsque cela n'est pas possible ou n'est pas garanti eu égard à la nature du produit ou équipement, il est apposé sur son emballage et sur les documents d'accompagnement.
Constats : Sur les 3 articles pyrotechniques de catégorie F3 ou F4, contrôlés par l'inspection, le marquage CE relatif à la conformité aux exigences de performance, conception, composition, fabrication et fonctionnement du produit tel que défini à l'article L. 557-4 est bien présent.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Marquage spécifique

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 19/09/2023, article R.557-2-5 alinéa 2
Thème(s) : Risques accidentels, Marquage spécifique
Prescription contrôlée : Les fabricants « ou, le cas échéant, leurs mandataires » indiquent leur nom, leur raison sociale ou leur marque déposée et « leurs coordonnées, y compris l'adresse postale, auxquelles » ils peuvent être contactés sur le produit ou l'équipement ou, lorsque ce n'est pas possible, sur son emballage ou dans un document accompagnant le produit ou l'équipement. L'adresse précise un lieu unique où le fabricant peut être contacté. Les coordonnées sont indiquées dans une langue aisément compréhensible par les utilisateurs finals et l'autorité administrative compétente.
Constats : Sur les 3 articles de divertissement de catégorie F3 et F4, contrôlés par l'inspection, l'étiquetage présent sur l'emballage ou sur l'article en lui-même satisfait aux exigences mentionnées ci-dessus.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet